

ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE DE GAZ

Textes législatifs et normatifs :

- Décret no 2006-1147 du 14 septembre 2006
- Arrêté du 6 avril 2007 définissant le modèle de l'état et la méthode de réalisation.
- Norme NF P 45-500 du 12 janvier 2013.
- Arrêté du 24 août 2010 modifiant l'arrêté du 06 avril 2007.
- Arrêté du 15 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 06 avril 2007.
- Arrêté du 18 novembre 2013.
- Arrêté du 12 février 2014 modifiant l'arrêté du 06 avril 2007.


Objet de la mission :

- Le diagnostic a pour objet d'établir, par des contrôles visuels, des essais et des mesures, un état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes, de rendre opérante une clause d'exonération de la garantie de vice caché, en application de l'article 17 de la loi n° 2003-08 du 03 Janvier 2003 modifié par l'ordonnance n° 2005-655 du 08 Juin 2005
- Le diagnostic concerne toutes les installations de gaz combustibles privatives réalisées depuis **plus de quinze ans**
- Le diagnostic porte sur les 4 domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants :
 - La tuyauterie fixe,
 - Le raccordement en gaz des appareils,
 - La ventilation des locaux,
 - La combustion et les essais

A – DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

ADRESSE DU BIEN	SECTION ZC 33 - Bâtiment Logement 0043D - 51120 MONDEMENT-MONTGIVROUX	REFERENCES CADASTRALE	Non renseigné
TYPE DE BIEN		DESIGNATIONS DES LOTS	Non renseigné
LOTS ANNEXES	Aucun lot annexe		

B – DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

DRFIP GRAND EST DEP BAS RHIN
4 PLACE DE LA REPUBLIQUE
CS 51002
67070 STRASBOURG CEDEX

DONNEUR D'ORDRE

DRFIP GRAND EST DEP BAS RHIN
4 PLACE DE LA REPUBLIQUE
CS 51002
67070 - STRASBOURG CEDEX
Qualité du donneur d'ordre : NC

REFERENCES DE LA MISSION

DATE DE LA VISITE	08/07/2021	CONTRAT D'ASSURANCE	MMA IARD - n°127.106.241 valide jusqu'au 31 décembre 2021
-------------------	------------	---------------------	---

MISSION REALISEE DANS LE CADRE D'UNE VENTE

C – DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

OPÉRATEUR DE REPÉRAGE	Audrey SAINT-MARD	ACCOMPAGNATEUR	Mr GONIN
LE PRESENT RAPPORT EST ETABLI PAR UNE PERSONNE DONT LES COMPETENCES SONT CERTIFIEES PAR		I.CERT - Parc Edonia - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 SAINT GREGOIRE (CPDI 4589)	

INFORMATIONS RELATIVES A L'INSTALLATION DE GAZ

NATURE DU GAZ	Gaz naturel	DISTRIBUTEUR	Non communiqué
INSTALLATION ALIMENTEE EN GAZ (AU MOMENT DE LA VISITE)			NON
TITULAIRE DU CONTRAT DE FOURNITURE DE GAZ			
NOM		PRENOM	
ADRESSE		TELEPHONE	
N° DE COMPTEUR			3527131

CONCLUSION DE LA MISSION DE REPERAGE :

L'installation comporte des anomalies de type "A2" qui devront être réparées dans les meilleurs délais.

L'installation comporte des anomalies de type "DGI" (Danger Grave Immédiat) qui devront être réparées AVANT remise en service. Tant que la (ou les) anomalie(s) DGI n'a (ont) pas été corrigée(s), en aucun cas vous ne devez rétablir l'alimentation en gaz de votre installation intérieure de gaz, de la partie d'installation intérieure de gaz, du (ou des) appareil(s) à gaz qui ont été isolé(s) et signalé(s) par la ou les étiquettes de condamnation.

L'installation n'étant pas en fonctionnement au moment de la visite, le contrôle de l'étanchéité et le contrôle de fonctionnement des appareils n'a pu être réalisé.

Il est conseillé de faire intervenir un professionnel habilité PMG.

NB1 : Détails paragraphe 5

NB2 : Se référer aux conditions particulières d'exécution paragraphe 2.

Fait à REIMS, le 05/08/2021

Effectué par **Audrey SAINT-MARD**



CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

La mission est effectuée conformément à la réglementation en vigueur, en particulier les articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du code de la construction et de l'habitation. Les modalités d'exécution du repérage et le contenu du présent rapport sont par ailleurs conformes à la norme NF P 45-500. Elle concerne **les parties privatives** des locaux à usage d'habitation et leurs **dépendances**.

Le diagnostic concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz. En outre, il concerne les installations d'appareils de cuisson s'ils sont desservis par une installation fixe. **Il est réalisé sans démontage d'éléments des installations.**

Le rapport est établi selon un modèle défini par l'arrêté du 12 février 2014.

L'objectif de la mission est de décrire, au regard des exigences de sécurité :

- L'état des appareils fixes de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire ou mettant en oeuvre un moteur thermique, alimentés par le gaz
- L'état des tuyauteries fixes d'alimentation en gaz et leurs accessoires
- L'aménagement des locaux où fonctionnent les appareils à gaz, permettant l'aération de ces locaux et l'évacuation des produits de combustion.

Les anomalies constatées sont signalées au client par degré de gravité :

- DGI** (Danger Grave et Immédiat) : l'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'on interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger
- A2** : l'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture de gaz, mais qui est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais
- A1** : l'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation.

En cas de DGI, outre l'interruption partielle ou totale de l'installation défectueuse, le défaut sera « étiqueté » et signalé au donneur d'ordre ou à son représentant par courrier recommandé avec accusé de réception ou en lui faisant signer un exemplaire du rapport. Le distributeur sera informé en cas de coupure générale.

Le contrôle de l'état du conduit de fumée n'entre pas dans le champ d'application du présent document. Seule la présence du conduit et l'état du conduit de raccordement sont contrôlés. Néanmoins, le diagnostiqueur QUALICONSULT IMMOBILIER vérifiera auprès du donneur d'ordre et consignera dans son rapport :

- La présence d'une **attestation de contrôle** de la vacuité des conduits de fumées datant de moins de un an
- La présence d'un **contrat d'entretien** de la chaudière datant de moins de un an

D - IDENTIFICATION DES APPAREILS

Genre (1), Marque, Modèle	Type (2)	Puissance en kW	Localisation	Observation (3)
Chaudière murale, Saunier Duval, THEMA C23E	Raccordé	23	Sous-sol	Fonctionnement Testé: Non
RCA en attente			Cuisine	Fonctionnement Testé: Non

(1) Cuisinière, table de cuisson, chauffe-eau, chaudière, radiateur,

(2) Non raccordé – Raccordé - Etanche

(3) Anomalie, débit calorifique, taux de CO mesuré(s), motifs de l'absence ou de l'impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné

E - ANOMALIES IDENTIFIEES

Points de contrôle, numéro anomalie (4)	A1(5), A2(6), DGI(7), ou 32c (8)	Libellé de l'anomalie et recommandations
C7, 8c	DGI	au moins un robinet de commande d'un appareil alimenté en gaz de réseau est muni d'un about portecautchouc non démontable (applicable à compter du 1er juillet 2015).
C7, 8b	A2	l'extrémité du robinet de commande ou de la tuyauterie en attente n'est pas obturée

CONDUITE A TENIR EN CAS D'ANOMALIE	
A1	L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation
A2	L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture du gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.
DGI	Danger Grave et Immédiat L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.
32c	La chaudière est de type VMC GAZ et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

(4) Point de contrôle selon la norme utilisée.

F - IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DE BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS :

Sans objet, l'intégralité du bien a été visité.

G - CONSTATATIONS DIVERSES

- ☒ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée
- ☒ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté
- ☒ Le conduit de raccordement n'est pas visitable
- ☒ Etat(s) réalisé(s) antérieurement non présenté(s)

H - ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

- ☐ Fermeture totale de l'installation avec pose d'une étiquette signalant la condamnation de l'installation de gaz.
- ☒ Fermeture partielle avec pose de 1 étiquette(s) signalant la condamnation d'un appareil ou d'une partie de l'installation.

Appareils condamnés: **RCA en attente (Cuisine)**

- ☒ Transmission au Distributeur par des informations suivantes :
 - Référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
 - Code des anomalies présentant un Danger Grave et Immédiat (DGI)
- ☒ Remise au client de la « fiche informative distributeur gaz » remplie.

I - ACTION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS D'ANOMALIE 32C

Sans objet.

OBSERVATIONS

Sans objet.

Annexe F

(informative)

Fiche Informative Distributeur de gaz

**Vendeur, acquéreur ou occupant d'un logement, cette information concerne
votre installation intérieure de gaz**

AVERTISSEMENT Selon l'Arrêté du 2 août 1977 modifié, les fournisseurs de bouteilles de gaz ne sont pas considérés comme distributeurs de gaz (voir 3.14). Il n'y a donc pas lieu de les informer en cas de constat d'anomalie de type DGI. Par conséquent, en application du 7.1, pour ce cas, la présente annexe ne s'applique pas.

Dans le cadre de l'application des articles L.134-6 et R.134-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, un diagnostic de votre logement a été effectué afin d'informer l'acquéreur de l'état de l'installation intérieure de gaz.

F.1 Le résultat de ce diagnostic fait apparaître une ou plusieurs anomalies présentant un Danger Grave Immédiat.

Cette ou ces anomalies sont désignée(s) par le ou les numéros de point de contrôle suivant(s) :

8c

Le libellé des anomalies est donné dans le Tableau F1 de la présente annexe.

Ces anomalies n'ont rien d'irrémediables et peuvent être, dans la majorité des cas, facilement corrigées.

Cependant, pour assurer votre sécurité, en date du 08/07/2021, l'opérateur de diagnostic désigné Audrey SAINT-MARD a interrompu l'alimentation en gaz de votre installation intérieure de gaz située en aval du compteur n° 3527131:

☒ partiellement, c'est-à-dire en fermant le robinet commandant l'appareil ou la partie défectueuse de votre installation intérieure de gaz,

☐ totalement, c'est-à-dire en fermant le robinet commandant l'intégralité de votre installation intérieure de gaz.

Ceci est signalé par la (ou les) étiquette(s) de condamnation apposée(s) par l'opérateur de diagnostic.

L'opérateur de diagnostic a immédiatement signalé avec le n° d'enregistrement suivant : cette ou ces anomalies DGI ainsi que votre index compteur le 05/08/2021, à votre distributeur de gaz Non communiqué

Ce distributeur, dont les coordonnées sont disponibles sur le site Internet de l'AFG (www.afg.fr), est votre seul interlocuteur pour ce qui est des suites à donner au traitement de la ou des anomalies.

AVERTISSEMENT

Tant que la ou les anomalies DGI ci-dessus n'ont pas été corrigée(s), en aucun cas vous ne devez rétablir l'alimentation en gaz de votre installation intérieure de gaz, de la partie d'installation intérieure de gaz, du ou des appareils à gaz qui ont été isolé(s) et signalé(s) par la ou les étiquettes de condamnation.

Si vous êtes titulaire du contrat de fourniture de gaz (vendeur, occupant, ...)

Votre distributeur de gaz va prendre contact avec vous pour vous accompagner dans votre démarche de correction des anomalies, en vous :

- fournissant une liste de professionnels, au cas où vous n'en connaîtrez pas ;
- proposant d'éventuelles aides financières ;

- indiquant, pour les réparations les plus simples, comment corriger la ou les anomalies ;
- rappelant le délai dont vous disposez pour effectuer les travaux de remise en état.

Afin de régulariser votre dossier avec votre distributeur de gaz :

- faites corriger la (ou les) anomalie(s) ;
- après correction des anomalies, envoyer l'Attestation de levée de DGI, intégrée à cette fiche, complétée, datée et signée par vos soins avant l'expiration du délai fixé par le distributeur de gaz à son adresse afin de continuer à bénéficier de l'énergie gaz pour votre logement.

Si le distributeur de gaz ne reçoit pas l'Attestation de levée de DGI dans le délai prévu, il interviendra pour :

- fermer le robinet d'alimentation générale de votre installation intérieure de gaz ;
- empêcher toute manœuvre de ce robinet en le condamnant ;
- déposer le compteur de gaz.
- Le distributeur de gaz informera votre fournisseur de gaz de cette intervention.

Votre logement ne pourra donc plus bénéficier de l'énergie gaz tant qu'une Attestation de levée de DGI ne sera pas réceptionnée par le distributeur de gaz.

Après intervention du distributeur pour les actions citées ci-dessus, la remise à disposition de l'énergie gaz pour votre logement sera facturée.

SI VOUS ÊTES ACQUÉREUR OU NOUVEL OCCUPANT

Si vous souhaitez souscrire un contrat de fourniture de gaz auprès d'un fournisseur à l'issue de la vente, deux cas se présentent :

- la (ou les) anomalie(s) DGI ont été corrigée(s), et l'Attestation de levée de DGI a été adressée au distributeur de gaz dans le délai prévu; celui-ci acceptera la demande de mise en service de votre installation présentée par votre fournisseur de gaz ;
- dans le cas contraire, la demande de mise en service de votre installation intérieure de gaz adressée par votre fournisseur de gaz, sera refusée par le distributeur de gaz du fait de la présence d'anomalies présentant un Danger Grave et Immédiat.

Dans le second cas, vous devez après correction de la ou des anomalies DGI, envoyer à votre fournisseur de gaz l'Attestation de levée de DGI, intégrée à cette fiche, complétée, datée et signée par vos soins. Votre fournisseur de gaz la transmettra au distributeur de gaz.

À partir de ce moment votre logement pourra à nouveau bénéficier de l'énergie gaz et le distributeur de gaz programmera la remise en service de votre installation intérieure de gaz en convenant avec vous d'un rendez-vous au plus près de la date que vous souhaiterez.

Tableau F1 — Liste des anomalies DGI — Danger Grave et Immédiat

Code	Libellé des anomalies DGI — Danger Grave et Immédiat
6b1	L'installation présente un défaut d'étanchéité important en aval des robinets de commande
6b2	L'installation présente un défaut d'étanchéité important sur les tuyauteries fixes
6c	Au moins un défaut d'étanchéité a été observé (odeur de gaz, fuite sur raccord, ...)
7b	Absence de l'ensemble de première détente
7d2	La lyre GPL est dangereuse

8c	Au moins un robinet de commande d'un appareil alimenté en gaz de réseau est muni d'un about porte-caoutchouc non démontable
12a	Matériel non autorisé d'emploi, ou tube souple ou tuyau flexible non métallique en mauvais état
16a	Le tube souple n'est pas adapté aux abouts de raccordement
16b	Le tube souple n'est pas monté sur abouts annelés conformes, ou est insuffisamment engagé sur le (ou les) about(s)
22	Absence de mention sur l'appareil ou sur la notice du constructeur attestant que l'appareil est équipé d'une triple sécurité
23	Le chauffe-eau non raccordé est installé dans un local où il présente un risque
24a1	Le local est équipé ou prévu pour un CENR. Il n'est pas pourvu d'une amenée d'air
24b1	Le local équipé ou prévu pour un CENR n'est pas pourvu de sortie d'air
25a	Le chauffe-eau non raccordé dessert une installation sanitaire trop importante (baignoire, bac > 50 litres, plus de 3 points d'eau, 3 points d'eau dans plus de 2 pièces distinctes)
25b	Le chauffe-eau non raccordé dessert une douche
27	L'orifice d'évacuation des produits de combustion de l'appareil étanche débouche à l'intérieur d'un bâtiment
28a	Il n'existe pas de conduit de raccordement reliant l'appareil au conduit de fumée
28b	Le dispositif d'évacuation des produits de combustion est absent ou n'est manifestement pas un conduit de fumée
29c1	Le conduit de raccordement présente un jeu aux assemblages estimé supérieur à 2 mm de part et d'autre du diamètre du conduit
29c2	Le conduit de raccordement présente une perforation autre qu'un orifice de prélèvement
29c4	le conduit de raccordement présente un diamètre non adapté, notamment pour le raccordement à la buse de l'appareil au conduit de fumée
29c5	le conduit de raccordement présente un état de corrosion important
32a	L'appareil en place n'est pas spécifique VMC GAZ
B2	La flamme d'un brûleur décolle totalement et s'éteint
C2	La flamme d'un brûleur s'éteint à l'ouverture de la porte du four
D2	La flamme d'un brûleur s'éteint lors du passage de débit maxi au débit mini

H	Le chauffe-eau non raccordé est dangereux (teneur en CO trop importante) : l'appareil est dangereux, il ne doit pas être utilisé et doit être examiné au plus tôt par une personne compétente (installateur ou SAV)
I	Un débordement de flamme est constaté à l'allumage du chauffe-eau non raccordé : l'appareil est dangereux, il ne doit pas être utilisé et doit être examiné au plus tôt par une personne compétente (installateur ou SAV)
J	Un débordement de flamme est constaté à l'allumage de l'appareil raccordé : l'appareil est dangereux, il ne doit pas être utilisé et doit être examiné au plus tôt par une personne compétente (installateur ou SAV)
S1	La teneur en CO est trop importante, l'appareil ne fonctionne pas dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Il est dangereux et ne doit pas être utilisé et doit être examiné au plus tôt par une personne compétente (installateur ou SAV)
S2	La teneur en CO est trop importante (dispositif d'extraction mécanique à l'arrêt), l'appareil ne fonctionne pas dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Il est dangereux et ne doit pas être utilisé et doit être examiné au plus tôt par une personne compétente (installateur ou SAV).
S3	La teneur en CO est trop importante (dispositif d'extraction mécanique en fonctionnement), l'appareil ne fonctionne pas dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Il ne doit pas être utilisé simultanément avec le dispositif d'extraction mécanique en fonctionnement. L'installation doit être examinée par une personne compétente (installateur ou SAV).

ANNEXE - PHOTOS

